

LES RELIGIONS AU SERVICE DU POUVOIR



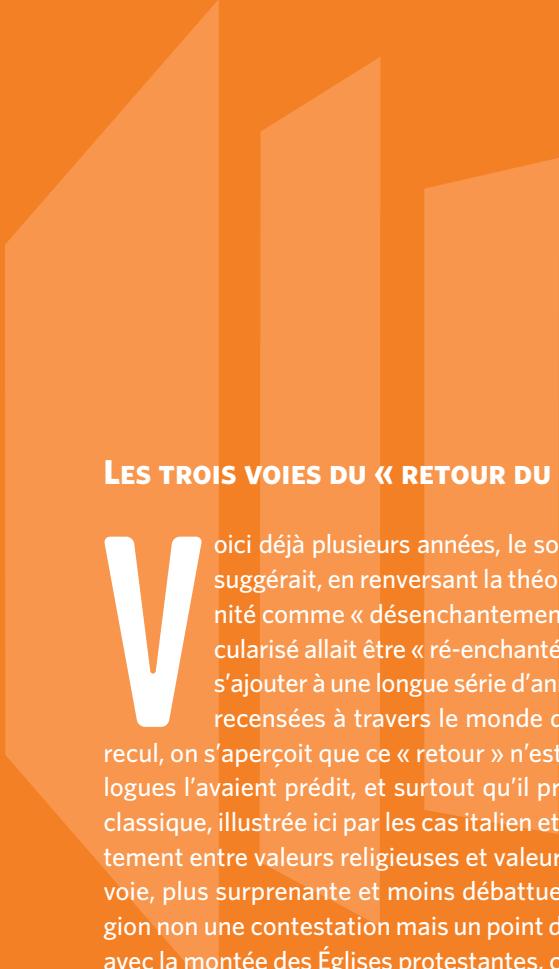
171

- ➔ Introduction 172

ÉGLISES ÉVANGÉLIQUES, L'OFFENSIVE POLITIQUE

173

-
- ➔ Malaisie : Le retour de l'islam puritain 174
➔ Benoît XVI et les nouveaux mouvements catholiques 181
➔ Quand le pouvoir définit l'identité de « l'homme russe » 182



2008

LES TROIS VOIES DU « RETOUR DU RELIGIEUX »

Voici déjà plusieurs années, le sociologue américain Peter Berger suggérait, en renversant la théorie de Max Weber sur la modernité comme « désenchantement du monde », que le monde sécularisé allait être « ré-enchanté » par la religion. Sa thèse venait s'ajouter à une longue série d'annonces du « retour du religieux » recensées à travers le monde depuis les années 1970. Avec le recul, on s'aperçoit que ce « retour » n'est pas aussi massif que les sociologues l'avaient prévu, et surtout qu'il prend des voies diverses : la voie classique, illustrée ici par les cas italien et malaisien, est celle d'un affrontement entre valeurs religieuses et valeurs de la modernité. La deuxième voie, plus surprenante et moins débattue que la première, fait de la religion non une contestation mais un point d'accès à la modernité : au Brésil, avec la montée des Églises protestantes, certains intellectuels découvrent aujourd'hui l'utilité sociale de la foi ; en agissant directement sur les valeurs individuelles, le protestantisme serait en passe de « moderniser » les couches populaires, et de transformer la société dans son ensemble. Enfin, la troisième voie, parfaitement visible dans le cas russe analysé par Agnieszka Moniak Azzopardi, est celle où la religion devient un marqueur culturel, identitaire ou ethnique. Il s'agit moins ici de religiosité vécue subjectivement que d'une ressource symbolique utilisée par les hommes politiques (mais aussi les leaders religieux eux-mêmes...). Ces différentes formes du retour de la religion dans la cité dessinent un paysage complexe, où les interactions entre religion et politique prennent des formes très diverses et parfois contradictoires. Suivre de près et décrypter ces interactions apparaît aujourd'hui comme une tâche essentielle.

ÉGLISES ÉVANGÉLIQUES, L'OFFENSIVE POLITIQUE

L'entrée au gouvernement Lula d'un membre du PRB, vitrine de l'Église universelle, montre le poids croissant de ces mouvements dans les milieux populaires. Et d'une idéologie controversée.



Avant de rejoindre la CFDT, où elle est chargée des questions relatives aux évolutions de la société et des liens avec les intellectuels, Barbara Serrano a mené des recherches au Brésil, notamment dans le cadre d'une thèse en sociologie portant sur les conversions religieuses dans les milieux défavorisés.

A lors que les médias internationaux relataient abondamment le voyage de Benoît XVI au Brésil en mai dernier, peu d'observateurs ont commenté l'importance d'un événement quasi concomitant : l'entrée au gouvernement Lula d'un membre clé du Parti républicain brésilien (PRB), la vitrine politique de la plus connue et la plus controversée des Églises évangéliques¹ du pays, l'Église universelle du royaume de Dieu. Moins spectaculaire que la visite du pontife, la nouvelle est pourtant significative de l'évolution religieuse du pays et de ses implications politiques. Car Dieu change au Brésil, comme ailleurs en Amérique du Sud : entre 1996 et 2007, la part de la population se déclarant catholique a baissé de 74 % à 64 %, tandis que les Églises évangéliques ont vu leur part du « marché religieux » passer de 11 % à 17 %. Si elles restent minoritaires et confinées aux milieux les plus défavorisés du pays, elles ont clairement l'initiative et, fortes de leur succès sur le terrain, s'invitent dans la vie politique. C'est le cas de l'Église universelle, emblématique de la conquête évangélique du Brésil, mais véritable nid à scandales. Pour tenter de la discréditer, les médias ne cessent de révéler des affaires de corruption impliquant ses hauts responsables, notamment son fondateur, le très charismatique évêque Macedo, qui dirige sa multinationale religieuse depuis sa demeure en Floride. Sans succès, car les fidèles ne font confiance qu'aux médias de leur puissante Église.

Née en 1977 lors de cultes célébrés dans une morgue désaffectée de la banlieue de Rio de Janeiro, l'Église universelle compte désormais 6 millions de membres, dont la moitié au Brésil. Elle possède une chaîne de

¹ Le terme « évangélique » désigne au Brésil les Églises comme l'Église universelle du royaume de Dieu, mais il est en partie impropre. Car ces mouvements brésiliens relèvent en réalité d'une seule des branches du protestantisme évangélique (le pentecôtisme) qui compte par ailleurs les courants baptiste, méthodiste, quaker... Né au début du siècle dans les pays anglo-saxons, le pentecôtisme est surtout connu pour sa pratique religieuse très émotionnelle. Si, à l'origine, il se préoccupait surtout de la vie dans l'au-delà,



le mouvement né dans les années 1970 se concentre sur « ici et maintenant ». Ces Églises promettent à leurs fidèles richesse, santé et réussite dans leur vie familiale. Ainsi, le culte du lundi à l'Église universelle est-il consacré à l'argent, celui du mardi à la santé... Sa théologie se fonde sur un mélange de textes bibliques et de psychologie populaire américaine. Cette transformation du pentecôtisme coïncide avec son implantation dans les périphéries des villes comme Rio de Janeiro et São Paulo.

télévision nationale, des centaines de stations de radio et s'enorgueillit d'un chiffre d'affaires annuel estimé à un milliard de dollars, provenant pour l'essentiel des contributions des fidèles. Contributions volontaires, mais fortement encouragées par l'Église, qui les interprète comme une manifestation de la présence divine. Cependant, sa principale force réside dans la confiance de ses adeptes toujours prêts à suivre ses préceptes, y compris au moment de voter : ce sont eux qui assoient sa position face aux élus locaux et lui permettent de s'affirmer sur le plan national. Malgré la séparation des Églises et de l'État, les responsables politiques brésiliens ont toujours noué des accords électoraux avec les hommes de foi. Mais avec l'entrée en scène des Églises pentecôtistes, le phénomène change d'ampleur et il acquiert une visibilité : au lieu de négocier discrètement, ces Églises exercent leur influence au grand jour – la photographie lors d'un culte évangélique est devenu un passage obligé pour tout candidat en campagne dans les quartiers populaires – et présentent leurs propres listes aux élections.

La création du PRB en 2005 s'inscrit dans cette logique d'action politique autonome, et sa récente entrée au gouvernement Lula en démontre l'efficacité. Certes, le parti récuse l'accusation de formation « cléricale ». S'il compte dans ses rangs plusieurs personnalités non affiliées au milieu évangélique, la plupart de ses dirigeants sont bien liés à l'Église, et notamment son président, Vitor Pablo Dos Santos, rédacteur en chef du journal officiel de l'Église universelle, *Folha Universal*, un quotidien national tiré

I MALAISIE

Le retour de l'islam puritain

Poussé à la surenchère par des islamistes qui ne recrutent plus seulement dans les classes populaires, le pouvoir revient sur la posture libérale qu'il avait adoptée en matière religieuse.



Wojtek Kalinowski, éditeur et journaliste. Sociologue de formation, Wojtek Kalinowski est responsable des publications au sein de l'IRG. Parallèlement, il travaille comme journaliste à *Alternatives Économiques*. Il est également rédacteur en chef de *La Vie des Idées*.

La polémique n'est anodine qu'en apparence : en août 2007, les autorités malaises ont demandé à Gwen Stefani, star de la pop américaine, en tournée en Asie, de s'habiller « pudiquement » lors d'un concert à Kuala Lumpur, sous peine de voir sa

prestation annulée. Cette demande intervenait après des manifestations organisées par l'Union nationale des étudiants musulmans de Malaisie, la principale organisation étudiante du pays, qui voyait dans la chanteuse un symbole de l'« hégémonie culturelle » américaine et une menace pour les « valeurs du pays ». Gwen Stefani a obtempéré. Mais en octobre, une autre chanteuse américaine a annoncé l'annulation de son concert à Kuala

à plus de deux millions d'exemplaires. Le PRB veut asseoir la position dominante de l'Église universelle au sein de la famille évangélique, dont l'unité politique est illustrée au Parlement par le « banc évangélique », un groupe informel d'une soixantaine de députés (sur 513 au total), le plus souvent pasteurs ou évêques, qui outre le PRB, appartiennent à des formations politiques classiques, mais agissent en commun dès qu'il s'agit de défendre les intérêts des évangéliques ou d'intervenir sur des questions de moeurs.

LES ÉVANGÉLIQUES ET LA GAUCHE BRÉSILIENNE

Pourtant, le chemin vers la pleine intégration des évangéliques dans la société brésilienne sera long. Méprisés par les classes moyennes et les milieux proches de l'Église catholique, décriés par une gauche nostalgie de la théologie de la libération, ils recherchent la reconnaissance des élites. Et le génie de l'Église universelle est d'avoir trouvé un porte-parole hors normes pour plaider sa cause, notamment face à la gauche brésilienne ; ainsi le PRB a-t-il envoyé au gouvernement Lula non pas un pasteur, mais un intellectuel laïc de renom, connu pour ses convictions de gauche et qui a longtemps vécu aux États-Unis, Roberto Mangabeira Unger. En 2005 déjà, ce professeur de droit à la Harvard Law School, auteur de plusieurs ouvrages publiés aux États-Unis sur le renouveau de la pensée sociale-démocrate, chroniqueur régulier du prestigieux quotidien

Lumpur après avoir reçu, selon la presse malaisienne, la même demande que Gwen Stefani. Cette fois, le ministre de la Culture Rais Yatim lui-même est monté au créneau en appuyant les demandes des groupes musulmans : les artistes étrangers qui viennent dans notre pays, a-t-il expliqué aux médias, doivent savoir s'habiller et se comporter de « façon appropriée ». Ce qui est « approprié » est défini en détail par les autorités malaises : le corps des artistes doit être couvert des bras jusqu'aux genoux et il leur est interdit de s'embrasser publiquement, de sauter ou de crier, ou encore d'employer des gros mots sur scène. Au lieu d'apaiser le débat, le ministre l'a

attisé en proposant de créer une commission dont le rôle serait de veiller, au nom de l'« identité malaisienne » et de la lutte contre la « décadence », au respect des règles vestimentaires et comportementales trop souvent négligées.

UNE IDENTITÉ NATIONALE INCERTAINE

Ces incidents ont ravivé le débat sur ce qu'est l'« identité nationale » d'une fédération de treize États, née au confluent de multiples influences culturelles, asiatiques autant qu'occidentales, et qui se vante de sa diversité linguistique, ethnique et religieuse. Pour certains intellectuels musulmans comme Mohamad Laldin, président de l'Uni-



brésilien *Folha de S. Paulo*, avait surpris l'opinion publique brésilienne en devenant membre fondateur du PRB. Par la suite, il s'est fait remarquer par sa critique véhémente de Lula, qualifié de « président le plus corrompu dans l'histoire du pays ».

À l'époque, le PRB préparait la présidentielle de 2006, et les commentateurs politiques croyaient déceler chez R. Unger l'ambition d'emprunter, à sa façon, l'itinéraire de Henrique Cardoso, intellectuel de gauche réfugié en France pendant les années de la dictature (1964-1985), disciple du sociologue Alain Touraine et qui, de retour au pays, devint président (1995-2002). Avant la présidentielle, R. Unger demandait ouvertement aux chrétiens de « résister » à Lula. Mais une fois celui-ci réélu, le PRB, par un retournement d'alliances dont la vie politique brésilienne n'est pas avare, a rejoint la majorité gouvernementale au Parlement. Et R. Unger occupe désormais le poste de ministre en charge de la Planification stratégique – un portefeuille important, mais pas celui que le PRB avait demandé, l'Éducation. Que fait donc un théoricien du renouveau social-démocrate, dont l'œuvre a été saluée par des caciques de la gauche universitaire américaine comme Perry Anderson ou Richard Rorty, dans un parti fondé par une Église évangélique décriée par la gauche brésilienne pour avoir bâti sa fortune sur le dos des plus démunis ? « La vie politique du peuple brésilien est pauvre, mais sa vie religieuse est riche », répond-il dans une de ses chroniques de *Folha de S. Paulo*. Dans les bidonvilles, la religion est le terreau d'une culture nou-

versité islamique de Malaisie, la réponse est claire : les valeurs de l'islam permettent au gouvernement fédéral de définir et de défendre l'intérêt général. Ceux qui critiquent cette position rappellent que si les musulmans représentent 60 % de la population, les minorités bouddhiste (19 %), chrétienne (9 %) et hindoue (6 %) ont toujours été reconnues comme composantes essentielles de la nation. Au moment de l'arrivée au pouvoir d'Abdullah Badawi, qui en 2003 a remplacé Mahathir Mohamad au poste de Premier ministre, le nouveau gouvernement malaisien avait en outre pris soin d'afficher une posture libérale dans les affaires religieuses : en élévant « Islam Hadhari », une théo-

rie du gouvernement formulée initialement en 1957, au rang de doctrine quasi officielle du pays, le pouvoir entendait privilégier une interprétation moderne de l'islam, plus respectueuse des libertés civiques et plus conciliante envers le monde occidental. En effet, son prédécesseur, Mahathir Mohamad, qui avait dirigé le pays d'une main de fer entre 1981 et 2003, s'était surtout fait connaître pour ses virulentes attaques contre les États-Unis. Mahathir avait bâti son règne sur cinq principes, explique Khoo Boo Teik, chercheur en sciences sociales à l'université Sains Malaysia à Penang : nationalisme, capitalisme, islam, populisme et autoritarisme. Dans ce mélange, les références à

uelle, aux antipodes du « patriarcat doux qui a tant marqué la société brésilienne traditionnelle », une culture où l'individu apprend à être responsable de sa vie sans pour autant renoncer aux liens communautaires. Là où la « théologie de la libération » voulait politiser les masses, la « théologie de la prospérité » des évangéliques se concentre, elle, sur l'individu. En modifiant le style de vie des classes populaires, elle donne, selon R. Unger, un levier pour la modernisation sociale. Indépendamment de ses ambitions politiques à plus long terme, le choix de l'ancien professeur de Harvard d'œuvrer au sein d'un parti affilié à l'Église universelle n'est pas dénué de cohérence. Écrivain prolifique, R. Unger n'hésite pas à sortir du champ juridique – aux États-Unis, son nom est associé surtout au Critical Legal Studies, un courant de pensée né dans les années 1970 qui étudie le droit comme un dispositif idéologique utilisé par les classes dominantes afin d'asseoir leur pouvoir – pour s'interroger sur les modalités que peut emprunter une pensée progressiste afin de relever les défis des transformations du capitalisme mondial.

Il s'intéresse notamment à la crise d'un modèle de société fondé sur le « salariat protecteur », où un emploi stable offre non seulement les moyens de subsistance mais aussi l'accès à la protection sociale (couverture maladie, assurance retraite...). La crise de ce modèle se manifeste

Les évangéliques forment-ils l'avant-garde d'une nouvelle classe d'entrepreneurs ?

l'islam étaient souvent utilisées pour définir la Malaisie comme différente de l'Occident. Mais elles restaient finalement subordonnées au discours populiste, les promesses de prospérité et les slogans anticoloniaux et antioccidentaux justifiant un régime quasi démocratique.

LES « VALEURS MALAISIENNES »

L'importance qu'accorde aujourd'hui le gouvernement Badawi aux « valeurs malaisesiennes » semble bien marquer un revirement par rapport à la posture modérée qu'il avait initialement affichée en 2003. La querelle sur la tenue des artistes a d'ailleurs quelque peu gâché les célébrations du cinquantième anniver-

saire de la fondation du pays. Une partie de la presse s'est notamment demandée pourquoi les mêmes chanteuses étaient les bienvenues dans l'Indonésie voisine, pourtant à 85 % musulmane. L'affaire n'aurait sans doute pas attiré tant d'attention si elle n'avait été pas précédée d'autres signes de durcissement politique et religieux : concurrencée par la mouvance islamiste (le Parti islamique de Malaisie qui contrôle deux États dans le nord du pays et le Mouvement des jeunes musulmanes de Malaisie), en perte de crédibilité à cause des affaires de corruption qui frappent ses dirigeants, le parti d'Abdullah Badawi (United Malays National Organization, UMNO), au pouvoir depuis





partout dans le monde par le gouffre de plus en plus profond qui sépare les « inclus » et les exclus du « bon » marché du travail. Autrement dit, les salariés protégés et tous ceux qui travaillent dans les marges de l'économie. À cette crise-là, constate R. Unger, la gauche s'est révélée incapable de répondre autrement qu'en renforçant les politiques d'assistanat, comme en Europe – mais les exclus n'ont pas besoin d'assistanat, explique-t-il dans la revue britannique *Renewal*,

l'organe du Parti travailliste, ils ont besoin d'accéder à une vie autonome. Au Brésil, où les politiques d'assistanat restent embryonnaires voire inexistantes et où le salariat moderne ne s'est jamais imposé à l'ensemble de la société, les effets de cette crise sont encore plus ravageurs qu'ailleurs. Selon R.

Unger, l'alternative repose sur une « société de petits producteurs indépendants », organisés en coopératives suffisamment importantes pour peser face au « grand capital ». C'est au bout de ce raisonnement qu'on retrouve les Églises évangéliques : leur utilité sociale consistant à transmettre aux classes populaires brésiliennes, délaissées par le reste de la société, un style de vie proche de celui des petits entrepreneurs. Les fidèles s'apparentent ainsi à l'avant-garde d'une nouvelle classe de travailleurs indépendants, aspirant au mode de vie des classes moyennes mais sans aucune possibilité d'intégrer le monde des salariés protégés.

1957, a employé dès les élections de 2004 une rhétorique religieuse pour couper l'herbe sous le pied de l'opposition. Lors du congrès du parti en 2006, certains dirigeants ont en outre tenu des propos menaçants à l'égard des minorités, notamment la communauté chinoise souvent considérée comme plus prospère que le reste de la population. Ces déclarations ont provoqué des spéculations dans la presse sur le risque de voir les minorités quitter massivement le pays.

Sur le plan religieux aussi, les relations entre communautés tendent à s'envenimer, comme le montre l'annulation récente de la rencontre des représentants musulmans et chrétiens, organisée chaque

année dans la capitale. L'inquiétude des minorités est nourrie par des décisions comme celle de la Cour fédérale, rendue publique en mai dernier, qui a refusé à une musulmane convertie au catholicisme le droit de voir inscrire sa nouvelle religion sur sa carte d'identité. Selon Paul Tan Chee Ing, évêque du diocèse catholique de Melaka-Johor et président de la Fédération chrétienne de Malaisie, cette décision reflète « la tendance grandissante des tribunaux civils à se déclarer incompétents face à des personnes qui ne demandent qu'à vivre et à professer leur religion selon leur conscience ». En effet, les musulmans de Malaisie sont soumis à une juridiction religieuse et doivent s'adresser

THÉOLOGIE DE LA RÉUSSITE

De fait, les Églises évangéliques proposent à leurs fidèles une véritable pédagogie de la réussite et les encouragent à monter des projets personnels comme la création d'entreprise – les cultes du lundi de l'Église universelle ne s'appellent-ils pas « réunions des hommes d'affaires ? » Leurs émissions télévisées livrent sans cesse des témoignages d'adeptes prospères : propriétaires d'une chaîne de magasins, de parkings privés ou de salons de beauté... Il ne s'agit pas d'un simple effet d'annonce ; lors des cultes, les fidèles apprennent à chercher et à interpréter des signes de la présence de Dieu dans leur vie : ne jamais se contenter de la situation actuelle, économiser dans le but d'investir plus tard, s'impliquer toujours davantage dans l'activité exercée, aspirer à devenir un entrepreneur individuel... Et en effet, les fidèles semblent souvent déterminés à entreprendre – même s'il s'agit plus souvent de vendre des parapluies à la sortie du métro que d'acquérir un salon de beauté. C'est cette dimension-là de la foi évangélique qui a séduit R. Unger. Il va cependant un peu vite en besogne : la « théologie de la prospérité » ouvre-t-elle vraiment la voie de l'indépendance économique des classes populaires ? Si les Églises mettent habilement en avant des cas individuels de réussite matérielle, la situation générale des adeptes ne semble pas s'être améliorée. Et ils finissent souvent par valoriser subjectivement leur vie actuelle – le moindre aspect positif, surmonter sa colère, par exemple, lorsqu'un

aux tribunaux islamiques pour toutes les affaires touchant à la famille, à la propriété et au mariage ; dans les affaires impliquant à la fois des musulmans et des non-musulmans, la juridiction civile du pays cède le pas aux tribunaux islamiques. D'après Paul Tan Chee Ing, le fait que le tribunal ait exigé de la plaignante un « certificat d'apostasie » délivré par un tribunal islamique avant de pouvoir enregistrer sa nouvelle confession sur ses papiers d'identité restreint de fait la liberté religieuse garantie par la Constitution. Il est en effet fort improbable qu'une juridiction musulmane délivre une telle attestation. Pour l'heure, la demande des milieux chrétiens de réviser la législation pour

réaffirmer le droit de chacun à choisir la religion n'a pas été entendue par le gouvernement. La fracture religieuse divise les milieux musulmans eux-mêmes. Les représentants de l'islam libéral – comme les activistes de l'organisation Sisters In Islam, qui lutte pour les droits des femmes en s'appuyant sur la tradition coranique – font ainsi l'objet de critiques de plus en plus virulentes. Si la mouvance islamiste ne parvient pas à menacer la position dominante de l'UMNO (qui tient notamment les États les plus peuplés et les plus prospères de la fédération, Sabah et Sarawak), elle pousse le gouvernement à une surenchère qui alimente à son tour la politisation de la religion. La



bus se fait désespérément attendre, est interprété comme la manifestation d'une présence divine – plutôt que la changer objectivement (même si certains effets positifs sont indéniables, notamment pour des jeunes de bidonvilles qui échappent à la violence ou aux drogues).

Il serait naïf de croire que la seule volonté d'entreprendre transforme des vendeurs de parapluies en chefs d'entreprise : encore faut-il accéder à la formation, aux infrastructures, et pouvoir emprunter le capital... Ce qui est sûr, en revanche, c'est que les théories dont s'inspire R. Unger pour expliquer son choix politique offrent une légitimité nouvelle aux Églises évangéliques. L'intellectuel phare du PRB importe au Brésil un courant de pensée très diffusé dans l'univers protestant nord-américain, où de nombreux pasteurs évangéliques n'hésitent pas à décrire l'expansion internationale de leurs Églises en termes de « mission civilisatrice ».

ARTICLE PARU DANS *ALTERNATIVES INTERNATIONALES* N°36 SEPTEMBRE 2007

marge de manœuvre du gouvernement dans la lutte contre les islamistes s'avère souvent limitée, comme le montre le conflit provoqué par les écoles religieuses populaires (Sekolah Agama Rakyat), très fréquentées par les familles défavorisées et considérées comme des foyers islamistes : devant la menace de voir leurs activités interdites, elles ont su mobiliser le soutien d'une large fraction de la société, qui a vu dans ce projet une ingérence de l'État dans les affaires religieuses.

Mais les attaques contre Islam Hadhari ne viennent pas uniquement des classes populaires, déjà éloignées de l'UMNO dont l'assise électorale se trouve surtout dans les classes moyennes. Ainsi,

des organisations comme le Muslim Professional Forum, réunissant des commerçants et des hommes d'affaires musulmans, s'expriment aussi contre les « dangers » de l'islam libéral. Dans ces conditions, il n'est guère surprenant que le gouvernement d'Abdullah Badawi se montre prêt aux concessions et voie dans la politique religieuse la meilleure façon de reconquérir un électorat perdu. D'où la politique actuelle, fondée sur la pénalisation des conversions religieuses et la persécution de sectes non-musulmanes déclarées « déviantes », comme La Famille ou le Royaume du Ciel.

ARTICLE PARU DANS *ALTERNATIVES INTERNATIONALES* N°37 DÉCEMBRE 2007

BENOÎT XVI ET LES NOUVEAUX MOUVEMENTS CATHOLIQUES

Le catholicisme italien se radicalise aussi rapidement qu'il se divise. Dévoués à la figure du pape, les nouveaux mouvements catholiques défient les évêques et n'hésitent pas à politiser à outrance l'Église. Massimo Faggioli décrit ce mouvement.



Massimo Faggioli est chercheur à la Fondation pour les sciences religieuses Jean XXIII de Bologne et au Centro Studi per il progetto europeo. Il enseigne l'histoire des relations interreligieuses à l'université de Modena et de Reggio Emilia ainsi qu'à la Libre Université de Bolzano. Auteur de plusieurs ouvrages, dont *Il vescovo e il concilio. Modello episcopale e aggiornamento al Vaticano II*, ed. Il Mulino, Bologna 2005 ; et *I movimenti cattolici. Una breve storia*, ed. Carocci, Rome, à paraître en 2008.

Et si le Dieu de Ruini passait à droite ? se demandait en février 2007 l'éditorial du journal libéral *La Repubblica*, signé par Ezio Mauro, le directeur de ce quotidien le plus lu en Italie. La question révèle le malaise des tenants de la laïcité, visiblement déconcertés par l'alignement progressif de la hiérarchie de l'Église – et notamment par la Conférence des évêques, présidée à l'époque par le cardinal Camillo Ruini dont il est question dans l'éditorial – sur les positions de la droite dirigée par Silvio Berlusconi. Si le paysage politique italien a beaucoup évolué depuis, la question reste toujours actuelle ; le soutien de l'Église à l'activisme politique d'une partie des fidèles reste intact ; ces jours-ci, il s'intensifie même, en raison de la campagne électorale en vue des législatives d'avril 2008¹.

Les inquiétudes d'E. Mauro ne sont pas sans fondement : l'arrivée de Benoît XVI a inauguré une nouvelle ère dans le rapport entre religion et politique dans la péninsule. Jean-Paul II, qui n'était pas un passionné de la vie politique italienne, arrivait à contenir l'activisme du cardinal Ruini et ses plans de créer un « parti de la Conférence des évêques ». Sous le pontificat de Benoît XVI, le cardinal semble omniprésent. Nullement affecté par sa mise à la retraite de la présidence de la Conférence des évêques, peu soucieux des difficultés dans lesquelles il met son successeur, le cardinal Bagnasco, Ruini joue de plus en plus ouvertement le rôle du « directeur

¹ Ndlr : l'article a été rédigé avant les élections d'avril.



politique » d'une droite catholique qui peine à se rassembler derrière un leader politique, mais qui n'a aucun doute quant au fait d'être de droite.

L'Église catholique aurait-elle rallié Silvio Berlusconi ? La réalité s'avère plus compliquée. Le « catholicisme politique » italien offre aujourd'hui un tableau plus hétéroclite que jamais. Les vastes couches sociales qui constituaient jadis la base politique et l'âme de la Démocratie chrétienne ont perdu leur unité ; ses différentes fractions suivent désormais des trajectoires diverses : elles ne se retrouvent entièrement ni dans la droite, ni dans les partis du centre, et encore moins à gauche.

Cette dispersion du « vote catholique » coïncide cependant avec une polarisation culturelle croissante, qui a pris une ampleur telle que certains observateurs parlent d'une nouvelle guerre entre les « cléricaux » et les « antocléricaux ». C'est ainsi que fut interprété, par exemple, l'épisode de janvier dernier, lorsque le pape a annulé *in extremis* sa visite à l'université de la Sapienza de Rome où il devait tenir une conférence, suite aux protestations d'une partie des étudiants et des enseignants. Assurément, nous sommes loin des guerres culturelles de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e, lorsque les deux camps s'opposaient sur tout, à commencer par la légitimité de l'État italien. Contrairement au conflit d'il y a un siècle, le clivage actuel oppose en réalité deux « camps » très hétérogènes. Du côté des « cléricaux » se retrouvent, aux postes de commande, quelques évêques sous la houlette du cardinal Ruini, entourés d'une galaxie pittoresque d'hommes politiques issus de la Démocrate

I RUSSIE

Quand le pouvoir définit l'identité de « l'homme russe »

La « tradition orthodoxe » peut-elle stabiliser une société en désarroi ? C'est au moins ce qu'espère l'élite politique, qui ne cesse de rappeler la place de l'Église dans l'identité nationale.



■ AGNIESZKA MONIAK-AZZOPARDI

Docteur en sciences sociales à l'EHESS à Paris. Spécialiste de la Russie contemporaine. Elle a travaillé (2003-2006) comme assistante de recherches au CERI dans le cadre de l'Observatoire Russie.

« Ces dernières années, grâce à une relation spécifique avec l'Église orthodoxe, nous avons pu résoudre la plupart des problèmes nationaux, sociaux et éducatifs », affirmait le président Poutine en mai 2007, dans la somptueuse salle du Palais du Kremlin où il recevait les hiérarques de l'Église orthodoxe russe et de sa sœur cadette de

chrétienne, des mouvements catholiques les plus politisés, comme Communion et Libération, et de ce qu'on appelle en Italie les « théo-conservateurs » (voir encadré p. 185) ou encore « athées pieux », comme Giuliano Ferrara, directeur du journal *Il Foglio*, ou Marcello Pera, philosophe et homme politique de Forza Italia. Quant aux « anticléricaux », on y retrouve à vrai dire la majorité de la société italienne, mais une majorité encore plus dispersée et sans programme : la société italienne n'a jamais été très attachée à la laïcité à « la française », et elle a oublié, pendant les décennies d'après-guerre, les passions anticléricales qui avaient agité la péninsule au tournant du xx^e siècle.

C'est là la nouvelle donne de la vie politique italienne : un rapport nouveau entre religion et politique, où l'Église cherche et trouve appui en dehors des rangs des croyants. À l'activisme politique de certains hiérarques correspond, en effet, une nouvelle transversalité des sujets chers à l'Église : sujets classiques (égalité et financement des écoles catholiques, aide de l'État au *welfare* catholique), sujets nouveaux (protection du mariage entre homme et femme), sujets qui ne sont certainement pas nouveaux mais qui réapparaissent à cause du progrès des sciences (révision des lois sur l'avortement et sur l'« avortement par naissance partielle », sur l'euthanasie, sur l'éthique médicale, le respect de la personne humaine).

L'arrivée de Benoît XVI a ouvert une nouvelle ère dans le rapport entre religion et politique.

diaspora, l'« Église orthodoxe russe hors frontières ». Les deux Églises, qui s'étaient séparées dans les années 1920 suite à la Révolution, venaient de signer l'acte de leur réunification, et ce geste prenait une signification particulière au Kremlin ; dans le discours du président, repris le lendemain par tous les journaux du pays, une obligation devant Dieu et le peuple russe venait d'être remplie. « Le principal, poursuivait Poutine, c'est que nous avons un désir commun et sincère de rechercher le bien-être de notre Patrie. »

Poutine n'est plus le président de la Fédération russe, mais il est toujours au pouvoir. L'extrême politisation de l'Église orthodoxe n'est d'ailleurs

pas, loin s'en faut, son œuvre ; ses racines remontent à la dissolution de l'URSS et à la crise sociale et politique qui a suivi. Dans l'esprit de la majorité des Russes, les réformes des années 1990 n'ont fait qu'aggraver une situation déjà catastrophique. Sur fond de sentiment de déception et d'un discours anti-occidental qui continue de mobiliser un vaste spectre d'acteurs, nombre d'hommes politiques et religieux, mais aussi d'intellectuels s'efforcent de donner une « identité nouvelle » à l'homme russe. C'est cette « identité » qui, croient-ils (ou feignent de croire), rendra la cohésion à la société russe. Et c'est cette quête identitaire qui les pousse à redécouvrir l'Église et la tradition



Ce qui choque le plus les tenants d'une séparation entre religion et politique, c'est le silence des catholiques modérés devant la multiplication des interventions de l'Église dans la campagne électorale. La critique est compréhensible : pourquoi les catholiques modérés, qui ne partagent pas les idées des mouvements radicaux comme Communione et Libération, leur laissent le droit de parler au nom des catholiques ? La même question s'applique à l'Église : c'est un fait bien connu que la majorité des évêques italiens se méfient en réalité d'une politisation outrancière de l'Église proposée par le cardinal Ruini. Et pourtant, ce dernier semble occuper le devant de la scène. Cette critique manque toutefois l'essentiel, à savoir le nouveau rapport de force au sein du monde catholique lui-même. La mobilisation des nouveaux mouvements catholiques a réduit radicalement les marges de manœuvre de tous les autres acteurs : les évêques, le clergé, les simples fidèles... À l'intérieur même de l'Église, les croyants individuels, ceux qui restent à l'écart des mouvements et des associations, éprouvent un isolement tel qu'on peut les comparer à une diaspora². Les nouveaux mouvements catholiques contournent le catholicisme institutionnel et sa hiérarchie – les paroisses, les diocèses, les ordres religieux – et font de la fidélité au pape lui-même la première et ultime vertu.

L'univers catholique contemporain – en Italie en particulier – est donc caractérisé par une alliance entre la papauté et des mouvements animés par des catholiques laïcs (Communion et Libération, les Focolari...), caracté-

2 | Voir M. Faggioli, *I movimenti cattolici. Una breve storia*, Carocci, Rome, 2008 (en cours de publication).

orthodoxe. Poutine en a fait une affaire d'État : il affichait publiquement sa foi, visitait régulièrement les monastères et entretenait des relations étroites avec Alexis II, le patriarche de l'Église russe. Mais la quasi-totalité des élites politiques marchent dans ses pas, se posant en défenseurs de la source spirituelle de la « Grande Russie ». Ironie de l'histoire : c'est le Parti communiste qui excelle le plus dans la rhétorique quasi spirituelle. À chaque élection, son chef Guenadi Ziouganov signe un nouveau pamphlet défendant l'orthodoxie, dont les titres se ressemblent tous : *L'orthodoxie russe et le problème de la renaissance de la Russie, Fondements de la renaissance spirituelle russe*, etc.

Il existe donc, au sein des élites politiques russes, une volonté forte de rappeler à la société l'importance de la « tradition orthodoxe », et ses effets sont parfaitement visibles : une législation offrant un statut particulier à l'Église orthodoxe ; des mesures contre les « sectes » visant en réalité à réduire l'activité prosélyte des concurrents (notamment des Églises protestantes), l'invention de nouvelles matières scolaires comme « culturologie » ou « introduction à la vie religieuse », ou encore la décision récente de revoir les manuels d'histoire pour mieux présenter « l'homme russe » dans sa relation spéciale avec la tradition orthodoxe. Reste à voir quel contenu, autre que l'amour de la Patrie et le sens du

térisés par l'absence totale d'états d'âme dès qu'il s'agit de brandir le drapeau catholique dans l'arène politique, mais surtout par une nouvelle façon de légitimer l'engagement politique des catholiques. Dotée d'une grande capacité de mobilisation et dépendant directement du Vatican,

Le mouvement théoconservateur

Depuis le début des années 2000, le philosophe Marcello Pera est une des figures de proue du mouvement qui fait beaucoup parler de lui dans la péninsule : les « théoconservateurs », ces intellectuels déterminés à défendre les valeurs chrétiennes et la place de l'Église dans la société. Surtout, les théoconservateurs veulent rappeler à la société l'importance culturelle du christianisme, le véritable « socle culturel » de la civilisation occidentale. « L'Occident est en crise », affirme le Manifeste pour l'Occident Force de Civilisation, rédigé par Pera signé en 2006 par nombre d'hommes politiques situés à droite. « Attaqué de l'extérieur par le fondamentalisme et le terrorisme

islamique, il n'est pas capable de relever le défi. Miné de l'intérieur par une crise morale et spirituelle, il ne trouve pas le courage de réagir. [...]. Nos traditions sont mises en cause. Le laïcisme et le progressisme renient les coutumes millénaires de notre histoire. On brade ainsi les valeurs de la vie, de la personne, du mariage, de la famille. On prêche l'égale valeur de toutes les cultures. On laisse sans guide et sans règle l'intégration des immigrés. Comme l'a dit Benoît XVI, aujourd'hui "l'Occident ne s'aime plus". » **W. K.**

CITÉ APRÈS BRUNO COUSIN & TOMMASO VITALE, « LA QUESTION MIGRATOIRE ET L'IDÉOLOGIE OCCIDENTALISTE DE FORZA ITALIA », LA VIE DES IDÉES N° 11, AVRIL 2006.

sacrifice, y sera donné à la « tradition orthodoxe ». Si les tentatives de définir l'« homme russe » par la tradition orthodoxe ne manquent pas, qu'en est-il de leur réception ? Les Russes sont-ils aussi attachés à l'Église que leurs représentants politiques ? La majorité se déclare orthodoxe ; les chiffres varient entre 60 % et 80 % selon les sondages. Mais il est particulièrement difficile d'interpréter ces chiffres. Les enquêtes approfondies montrent qu'il s'agit d'une déclaration qui n'est suivie d'aucun acte, qui ne correspond à aucune pratique religieuse, conception éthique ou vision du monde. Autrement dit, le mot « orthodoxie » est une étiquette vide : il ne correspond pas à un contenu stable, ni

même identifiable dans les pratiques sociales et les représentations collectives des Russes. La très grande majorité des Russes ne sait pas ce qu'est la foi orthodoxe, n'a jamais rien lu sur le sujet, ni jamais discuté avec un prêtre. D'où les paradoxes, qu'on pourrait multiplier à volonté : la moitié, par exemple, de ceux qui se déclarent orthodoxes ne croient pas en Dieu... Et inversement : un nombre croissant de minorités religieuses se définissent désormais comme appartenant à la « tradition orthodoxe ». L'Église évangélique russe, par exemple, introduit des éléments de la liturgie orthodoxe comme les icônes, les chants et les cierges. Il s'agit souvent de questions financières – des études

elle tend à balayer les tenants traditionnels du pouvoir politique et social dans le catholicisme. Cette « avant-garde » s'est formée sous le pontificat de Jean-Paul II, et son activité devient de plus en plus visible sous celui de Benoît XVI. Deux manifestations récentes en furent offertes : le « Family Day » sur la place San Giovanni à Rome et la manifestation de « solidarité avec le pape », organisée en réponse à l'incident à l'université de La Sapienza. Conçues par le cardinal Ruini, organisées par des mouvements catholiques très proches de la papauté, ses manifestations ont été soutenues par de nombreux personnages politiques.

Le « catholicisme politique » italien est aujourd'hui plus hétéroclite que jamais.

Ainsi, le « catholicisme politique » italien change de visage : porté jadis par des cadres qui avaient reçu leur formation au sein d'un grand parti populaire (la Démocratie chrétienne) ou un mouvement social (l'Action catholique), et qui y avaient appris à respecter les règles de la démocratie interne et l'importance du débat, il est désormais représenté par des mouvements dont la culture interne est très loin du modèle démocratique et où les mécanismes de représentativité sont faibles voire non existants. Sous la pression de ces mouvements minoritaires mais fortement mobilisés, et en absence de voix alternatives, c'est le catholicisme entier qui paraît « rallié » à la formation politique de Silvio Berlusconi (où la démocratie interne a été remplacée par un « césarisme d'entreprise ») et les autres partis conservateurs soutenant Berlusconi.

montrent que les budgets publics destinés à soutenir l'activité religieuse sont nettement plus généreux dès qu'il s'agit d'une activité « orthodoxe » –, mais il faut également y voir la volonté d'être considérée comme une religion légitime, puisque « russe ».

Pour autant qu'on puisse parler d'une identification avec la tradition orthodoxe dans la société, c'est une identification d'ordre culturel voire ethnique. Et même dans cet état de flou absolu, l'orthodoxie comme source d'unité nationale n'est relevée que par 1 % de la population, selon un sondage récent du Centre de recherches Levada. Une autre étude publiée par le même centre montre cepen-

dant qu'une grande partie de la population adhère aux thèmes nationalistes et xénophobes : 54 %, par exemple, souscrivent à l'idée que « la Russie n'appartient qu'aux Russes ». Cette méfiance mêlée de ressentiment envers le monde extérieur, le monde occidental en particulier, traverse toute la société russe. Elle cherche ses « marqueurs identitaires » qui lui permettent d'expliquer pourquoi la Russie est différente du reste du monde. C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'intérêt croissant pour la tradition orthodoxe, qui ne correspond à aucune augmentation des pratiques religieuses ni à un éveil religieux, au contraire : la société russe reste l'une des plus sécularisée du monde.

Cette mutation interne de l'univers catholique est d'autant plus puissante qu'il manque en Italie une culture catholique plus libérale. Les « théo-conservateurs » italiens aiment légitimer leur activisme en rappelant la place publique qu'occupent les religions aux États-Unis. Ce qu'ils ne disent pas, en revanche, c'est que le quasi-monopole catholique en Italie contraste avec l'histoire du pluralisme religieux aux États-Unis, et que le rôle public de la religion dans la sphère publique américaine trouve ses limites avec le principe de la séparation de l'Église et de l'État.

Cette politisation et polarisation des catholiques italiens risquent de rendre encore plus difficile la reconnaissance en droit du fait que l'Italie est désormais un pays multiculturel et multireligieux. Les deux « diasporas » – celle des tenants de la laïcité qui s'inquiètent de la politisation de la religion, et celle des simples fidèles catholiques qui voient des minorités radicales s'emparer de l'Église, annoncent peut-être un nouveau clivage durable, celui entre une « Italie laïque » ou l'Église officielle, d'un côté ; de l'autre, des communautarismes culturels et religieux, puissants, politiquement orphelins et socialement autoréférentiels.

L'Église russe a donc de bonnes raisons de se préoccuper de la question identitaire, et de se faire la porte-parole des discours nationalistes, comme elle le fait si souvent. Sa pensée est imprégnée d'une vision du monde « culturaliste », aujourd'hui associée surtout au nom du politologue américain Samuel Huntington et son fameux livre *Le Choc des civilisations*, où le monde paraît divisé en une série de « civilisations », chacune étant fondée sur une religion historique (chrétienne occidentale, orthodoxe, confucéenne, hindoue...). « La Russie est un pays orthodoxe sur le territoire duquel vivent les minorités nationales et religieuses », affirment les documents officiel. Mais que veut dire au juste

« pays orthodoxe » ? L'Église maintient elle-même le flou ; précisément parce qu'elle est vidée de contenu, la notion d'orthodoxie se laisse manier selon le besoin du moment : elle devient « culture » pour les hommes politiques qui exigent qu'on parle d'orthodoxie dans les cursus scolaires, « ethnicité » pour tout Russe qui se déclare orthodoxe sans y associer un quelconque contenu spirituel, « tradition » pour ceux qui s'attachent à son expression matérielle et rituelle, enfin « civilisation » pour ceux qui tentent de définir le rapport des Russes au reste du monde.



it's says it never sold in the United States.

versal, 102 000 travailleurs manuté-
rent renvoyé des salariés. Il travaille pour Boeing in Seattle.

ультразвукового я-
рые имеют вых-